



Informations de base	
<p>2026/0044(COD)</p> <p>COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision) Règlement</p> <p>Indications géographiques : aligner les règles de l'UE sur les modifications du Règlement d'exécution commun de l'Arrangement de Lisbonne</p> <p>Modification Règlement 2019/1753 2018/0189(COD)</p> <p>Subject</p> <p>3.50.15 Propriété intellectuelle, droits d'auteur 6.20.04 Code des douanes de l'Union, tarifs douaniers, accords préférentiels, règles d'origine</p>	En attente de la décision de la commission parlementaire

Acteurs principaux				
Parlement européen	Commission au fond		Rapporteur(e)	Date de nomination
	JURI Affaires juridiques			
	Commission pour avis		Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
	INTA Commerce international		La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	AGRI Agriculture et développement rural		Président au nom de la commission VRECIANOVA Veronika (ECR)	24/02/2026
Conseil de l'Union européenne				
Commission européenne	DG de la Commission		Commissaire	
	Agriculture et développement rural		HANSEN Christophe	

Evénements clés			
Date	Evénement	Référence	Résumé
12/02/2026	Publication de la proposition législative	COM(2026)0069 	Résumé

09/03/2026	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture		
------------	--	--	--

Informations techniques	
Référence de la procédure	2026/0044(COD)
Type de procédure	COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision)
Sous-type de procédure	Note thématique
Instrument législatif	Règlement
Modifications et abrogations	Modification Règlement 2019/1753 2018/0189(COD)
Base juridique	Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne TFEU 207
État de la procédure	En attente de la décision de la commission parlementaire
Dossier de la commission	JURI/10/05254

Portail de documentation			
Commission Européenne			
Type de document	Référence	Date	Résumé
Document de base législatif	COM(2026)0069 	12/02/2026	Résumé

Informations complémentaires		
Source	Document	Date
Commission européenne	EUR-Lex	

Indications géographiques : aligner les règles de l'UE sur les modifications du Règlement d'exécution commun de l'Arrangement de Lisbonne

2026/0044(COD) - 12/02/2026 - Document de base législatif

OBJECTIF : assurer l'alignement de la législation pertinente de l'UE sur le règlement d'exécution commun modifié du système de Lisbonne de l'OMPI pour les indications géographiques au sein de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI).

ACTE PROPOSÉ : Règlement du Parlement européen et du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Parlement européen décide conformément à la procédure législative ordinaire et sur un pied d'égalité avec le Conseil.

CONTEXTE : le 14 juillet 2025, lors de la soixante-sixième série de réunions des assemblées des États membres de l'OMPI, l'Assemblée de l'Union de Lisbonne a adopté les modifications du règlement d'exécution commun à l'arrangement de Lisbonne concernant la protection des appellations d'origine et leur enregistrement international et à l'acte de Genève de l'arrangement de Lisbonne sur les appellations d'origine et les indications géographiques (le «règlement d'exécution commun»). Ces changements entreront en vigueur le 1er juillet 2026.

L'Union est une partie contractante à l'acte de Genève de l'arrangement de Lisbonne sur les appellations d'origine et les indications géographiques.

Le règlement (UE) 2019/1753 du Parlement européen et du Conseil établit les règles et procédures relatives aux actions de l'Union à la suite de son adhésion à l'acte de Genève de l'arrangement de Lisbonne sur les appellations d'origine et les indications géographiques. À la suite des modifications

du règlement d'exécution commun adoptées le 14 juillet 2025, ce règlement devra être adapté avant leur entrée en vigueur afin d'assurer sa cohérence avec les nouvelles règles et permettre à l'Union de continuer à être pleinement opérationnelle en tant que partie contractante à l'acte de Genève.

CONTENU : à partir du 1er juillet 2026, conformément à la nouvelle règle 15 du règlement d'exécution commun, les parties contractantes sont autorisées à présenter des demandes d'enregistrement de nouveaux types de modifications concernant les appellations d'origine (AO) et indications géographiques (IG) comme le changement de dénomination, du type de marchandise ou de produit ou de la description des indications concernant la qualité, la réputation ou les caractéristiques.

Actuellement, les procédures énoncées dans le règlement (UE) 2019/1753 s'appliquent uniquement à la présentation de demandes d'enregistrement d'appellations d'origine ou d'indications géographiques de l'Union, aux décisions de protéger ou de refuser la protection des appellations d'origine ou des indications géographiques enregistrées par les autres parties contractantes et à l'autorisation donnée aux États membres, membres de l'arrangement de Lisbonne et adhérant à l'acte de Genève, de notifier au Bureau international leurs appellations d'origine.

La présente proposition définit de nouvelles procédures conformément au règlement (UE) 2019/1753 pour:

- faciliter la présentation, par l'Union, de modifications des appellations d'origine ou des indications géographiques, de l'Union et de ses États membres, qui sont pertinentes pour la protection desdites appellations d'origine ou indications géographiques;
- permettre à l'Union d'évaluer si les appellations d'origine ou les indications géographiques originaires du territoire de parties contractantes autres que les États membres pour lesquelles une modification a été encodée dans le registre international doivent être protégées.

Ces modifications sont nécessaires afin de permettre à l'Union de remplir les obligations qui lui incombent en vertu de l'acte de Genève.

La proposition prévoit aussi une simplification administrative en supprimant l'obligation pour les États membres qui étaient parties à l'arrangement de Lisbonne avant l'adhésion de l'Union à l'acte de Genève de transmettre à la Commission toute notification faite par le Bureau international au titre de l'arrangement de Lisbonne et l'obligation pour la Commission de transmettre ces notifications à tous les autres États membres.